

RESOLUTION SUR LA POLITIQUE DE L'APARTHEID DU GOUVERNEMENT
DE L'AFRIQUE DU SUD

(résolution adoptée à l'unanimité lors de l'assemblée plénière
de l'AFC du 19/3/1977)

L'Action Formation de Cadres,

ayant examiné la situation actuelle en Afrique du Sud,

indignée de ce que le gouvernement en place continue de maintenir et même de renforcer le système de l'Apartheid reposant sur la discrimination - et l'exploitation - d'une majorité de couleur par une minorité blanche,

convaincue qu'une telle discrimination constitue une flagrante violation des droits de l'homme les plus fondamentaux et représente un défi à la conscience humaine,

choquée par la répression brutale et sanglante qui frappe tous les opposants à ce régime inhumain,

soulignant le développement rapide de l'opposition à ce régime tant parmi la minorité blanche que parmi la majorité opprimée,

relevant les actes de désapprobation de la part de l'opinion publique internationale et notamment la grève organisée en janvier par le syndicat postal britannique,

ayant considéré la prise de position courageuse de l'Eglise catholique sud-africaine du 2 février dernier,

rappelant les atrocités criminelles commises dans l'histoire européenne contemporaine au nom d'une "race supérieure",

- 1) condamne sans réserve le système de l'Apartheid qui constitue une violation flagrante et permanente des droits de l'homme les plus fondamentaux et notamment des principes universels d'égalité entre tous les hommes sans discrimination aucune de race, de confession, de sexe ou de couleur,
- 2) dénonce la répression brutale contre les opposants de l'Apartheid,
- 3) déclare sa solidarité avec tous les adversaires du régime de l'Apartheid,

- 4) se félicite de l'attitude résolue prise par l'Eglise catholique en dénonçant ouvertement le système oppressif de l'Apartheid et en s'engageant activement pour la libération des Noirs,
 - 5) saluant l'initiative prise par le syndicat postal britannique en déclenchant une grève pour marquer son hostilité à l'Apartheid,
 - 6) demande à tous les agents de commerce y compris bancaires de cesser toute activité commerciale avec ou au profit d'un régime ayant institutionnalisé la maximisation du profit sur la base de la discrimination raciale,
 - 7) lance un appel à tous les groupes politiques, sociaux et religieux du pays pour se solidariser avec les opposants à ce régime,
 - 8) invite le gouvernement luxembourgeois à oeuvrer, par tous les moyens qui lui sont propres, à l'abolition rapide de l'Apartheid.
-